MALI

SUIVI DE LA SITUATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE (SAN) DANS LE CONTEXTE DE LA PANDÉMIE DE LA COVID-19

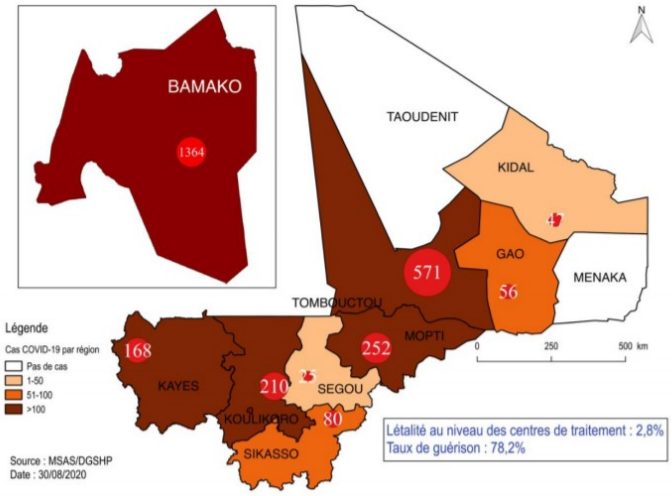
Numéro 5 | Août 2020

1 SITUATION DE LA PANDÉMIE DE LA COVID-19 AU MALI

À la date du 30 Août 2020, le cumul des cas confirmés depuis le début de l'épidémie de la COVID-19 au Mali était de 2,773 cas dont 2,169 personnes déclarées guéries[1]. Le nombre de décès sur la même période était de 126, soit une létalité de 4.6%. Le pays comptait aussi 14758 cas suspects et dont 318 faisaient l'objet d'un suivi.

Au total, 36/75 districts sanitaires - répartis à travers neuf des onze régions du pays - étaient touchés : le district de Bamako concentrant près de la moitié (49,6%) des cas confirmés, suivi des régions de Tombouctou (20.6%), de Mopti (9.1%) et de Koulikoro (7.6%) et Kayes (6,1%) en sont les plus touchés. Les régions de Kayes et précisément le cercle de Kéniéba constitue l'actuel foyer d'expansion de l'épidémie.

La situation épidémiologique continue d'évoluer au Mali et le défi reste toujours la prise au sérieux de la pandémie par les différentes couches de la population.

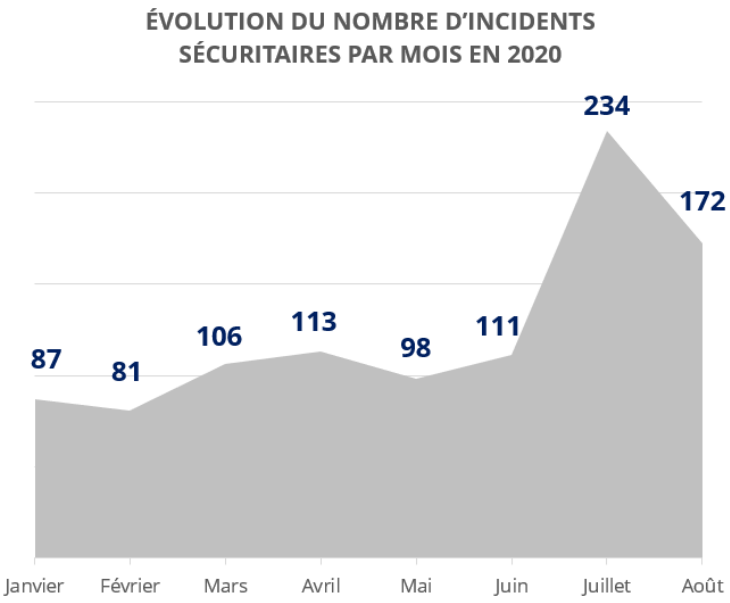


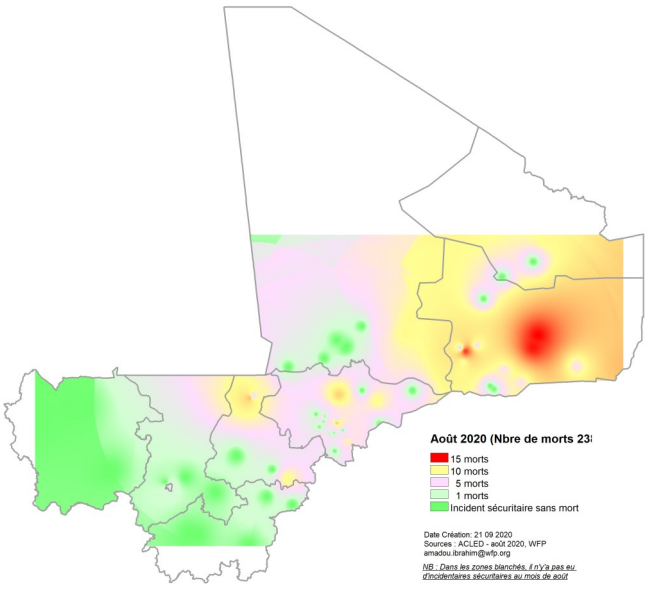
Carte 1 : Distribution des cas confirmés de COVID-19 par région à la date du 30 août 2020, Mali

2 SITUATION SÉCURITAIRE

L'insécurité volatile se poursuit principalement dans les régions du centre et du Nord.

Selon ACLED, 172 incidents sécuritaires ont été recensés pour le mois d'août 2020 et ayant causé 238 décès. La tendance des incidents sécuritaires est toujours en hausse en dépit de la baisse des cas par rapport au mois de juillet. De 87 incidents répertoriés en janvier 2020 on est à 172 en août 2020.



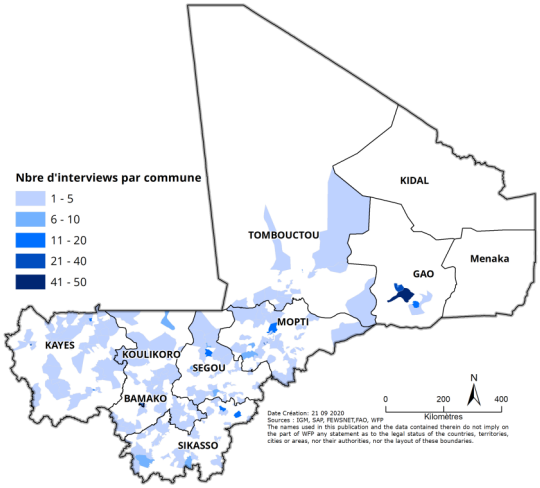


Carte 2 : Nombre d'incidents sécuritaires, Août 2020 (source : ACLED)

[1] https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/mali_sitrep_covid-19_n68_31_mai.pdf

3 MÉTHODOLOGIE

L'approche méthodologique aussi bien adaptive qu'évolutive a associé des techniques mixtes prenant à la fois en compte les aspects aussi bien qualitatifs que quantitatifs. L'échantillon de cette enquête mVAM dérive de l'échantillon aléatoire stratifié à 2 degrés des enquêtes ENSAN qui ont la Section d'énumération (SE) - ou aire statistique de localisation géographique - pour unité primaire de sondage et le ménage comme unité secondaire. La base de sondage mVAM étant constitué de la liste des 58,219 numéros de téléphones valides des ménages acceptant d'être recontactés à la suite des 9 cycles d'enquêtes ENSAN conduits entre 2016 et 2020, des enquêtes de suivi post-distribution réalisées par le PAM et ses partenaires.



Carte 3 : Distribution spatiale de l'échantillon de l'enquête mVAM, Août 2020

Les résultats présentés dans ce bulletin sont fondés sur une triangulation des informations issues :

- De l'analyse des données collectées par téléphone dans le cadre de l'enquête mVAM , sur un échantillon de 1012 ménages répartis à travers tout le pays - sur la période allant du 10 au 31 Août.
- Des systèmes de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui inclut le système d'information des marchés, par le SAP, l'OMA, le PAM, la FAO, le FEWS NET et les Clusters Sécurité Alimentaire et Nutrition.

4 DISPONIBILITÉ ALIMENTAIRE

La baisse saisonnière habituelle de la disponibilité est observée sur les différents marchés. En plus de la baisse saisonnière, il faut ajouter les perturbations sécuritaires dans les zones du Liptako Gourma, par endroits dans les régions du nord et les facteurs climatiques (dégradation des routes) qui limitent l'approvisionnement de certains marchés. Une hausse de la dépendance des ménages aux marchés par rapport au mois passé est observée à travers la hausse du nombre de ménages ayant pour principale source d'approvisionnement le marché qui passe de 57,2% à 67,1% en août. Une baisse de la dépendance à « la propre production » est aussi observée (34,9% contre 39% en juillet). Ces sources sont identiques à celles d'une année habituelle pour près de 95% des ménages. Toutefois, la disponibilité des récoltes en vert du maïs et des légumineuses dans les zones agricoles du Sud du pays et dans les zones des lacs de Tombouctou, contribuent à l'amélioration des disponibilités alimentaires pour les ménages concernés dans ces zones.

L'offre de céréales en dépit de la baisse observée sur les marchés reste suffisante pour les demandes de consommation. Quant aux denrées importées, une certaine amélioration est observée grâce à l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19. Cependant, les sanctions économiques de la CEDEAO sur le Mali à cause de la crise socio-politique en cours impacteront négativement sur l'approvisionnement des marchés si elles perduraient même si officiellement les denrées alimentaires ne sont pas concernées par la fermeture des frontières. Les sanctions économiques limitent la capacité de nos opérateurs à maintenir le niveau des importations à partir des marchés fournisseurs. Les stocks alimentaires sont disponibles chez environ 42,7% des ménages contre 48,1 % en juillet selon mVAM d'août 2020.

Les stocks disponibles seraient suffisants pour moins d'un mois pour 38,2% des ménages et d'un mois à plus pour environ 61,8%.

5 ACCÈS ALIMENTAIRE ET ÉVOLUTION DE LA DEMANDE

L'accès des ménages aux aliments en cette période de soudure constitue une préoccupation majeure pour les ménages pauvres dans cette conjoncture difficile née de l'effet combiné de la COVID-19 et de la situation sécuritaire volatile particulièrement dans les zones du Liptako-Gourma et du sahel Occidental. L'accès aux marchés pour satisfaire leurs besoins alimentaires et non alimentaires tout comme pour le mois passé, se fait à partir des revenus générés par « la vente des produits agricoles », « le travail journalier (agricole/non agricole) », « le petit métier » et « les ventes de bétail et ses produits dérivés ».

La baisse de revenus liée à la perturbation de l'environnement économique dans les zones d'insécurité et aussi à la baisse des transferts monétaires dans les zones du sahel occidental de Kayes et de Koulikoro, affectent négativement les capacités d'accès des ménages dans ces zones.

Les opérations humanitaires en cours et qui se font principalement sous forme de cash et ou de voucher ont contribué à améliorer les capacités d'accès des ménages bénéficiaires dans ces zones.

Quant à l'accès physique aux marchés, les difficultés sont liées principalement à l'insécurité dans les zones centre et nord du pays et en lien avec les conditions climatiques qui réduisent les fréquentations sur certains marchés.

Les demandes sur les marchés pour ce mois présentent une hausse plus marquée que d'habitude sur les principaux marchés de production à cause des achats importants d'exportateurs céréaliers du Burkina et du Niger à la suite de la fermeture de la frontière du Nigéria qui constitue le principal fournisseur du Niger et de beaucoup de pays côtiers. En plus, les besoins d'assistance pour les victimes d'inondation dans ces pays ont contribué à rehausser la demande sur nos marchés ; ce qui a réduit les disponibilités sur les marchés internes et engendrer la hausse des prix sur pratiquement toutes les céréales.

Les principales demandes en dehors des achats institutionnels dans le cadre de l'assistance alimentaire du Gouvernement, portent sur celles en direction des marchés du nord du pays et dans la bande sahélienne qui constituent les principales zones de consommation du pays.

La hausse saisonnière des prix des céréales se poursuit et a été plus marquée par rapport au mois passé. Les prix des céréales à la consommation sont dans l'ensemble en hausse dans l'ensemble par rapport à ceux du mois dernier au niveau des principaux marchés des chefs-lieux de région et des zones de production à cause de la hausse des demandes.

Par rapport à la moyenne quinquennale, le prix de la principale céréale au niveau des marchés des capitales régionales est en hausse de 14% à Kayes (sorgho), 5% à Ségou (mil), 11% à Tombouctou (mil), 13% à Gao (mil) et 30% à Ménaka (mil) ; en baisse de 9% à Koulikoro (mil), 10% à Sikasso (maïs), 6% à Mopti (mil). Quant aux denrées importées (pâtes alimentaires, lait, huile, sucre) les prix sont stables par rapport au mois passé mais supérieurs à ceux de l'année dernière à la même période dans les régions de Tombouctou, Gao, Ménaka qui sont dépendantes surtout de l'Algérie et de la Mauritanie pour ces produits alimentaires. Ces niveaux de prix bien que légèrement supérieurs à la moyenne pour la plupart affectent négativement l'accès des plus pauvres des zones d'insécurité qui connaissent une forte dégradation des moyens d'existence particulièrement pour les déplacés et aussi les pauvres victimes des inondations des mois de juillet et d'août.

Les difficultés d'accès à la nourriture ont été signalées par 30,6% des ménages contre 34,8% en juillet à cause principalement des difficultés financières pour 51,7% et du niveau élevé des prix des denrées alimentaires pour 6,7%. La baisse continue de la proportion des ménages ayant connu des difficultés d'accès aux aliments depuis juin pourrait s'expliquer par l'intensification des actions humanitaires signalés plus haut par le Gouvernement et ses partenaires en cette période de soudure, l'amélioration de la situation économique par rapport aux premiers mois de la Pandémie et aussi à la disponibilité des récoltes en vert

6 DIVERSITÉ ALIMENTAIRE DES FEMMES

Toujours en restant prudent quant à la représentativité des chiffres (faible échantillon), on observe en août une dégradation supplémentaire de la diversité alimentaire des femmes en âge de procréer (15-49 ans) enquêtées. Les données mVAM montrent une baisse de 8 points des femmes en catégorie de diversité alimentaire minimum (5 groupes d'aliments minimum), de 42.5 à 34.5% et une augmentation équivalente de celle en situation de stress (de 14 à 22%). Le total des femmes en catégories 3, 4 et 5 (crise, urgence et catastrophe) reste le même, à 44% des femmes interrogées (comme en juin et juillet, contre 30% en mai en période pré-soudure), mais là encore on constate une détérioration à l'intérieur de ces groupes, la phase urgence (seulement deux groupes d'aliments) passant de 13.4 à 17% et catastrophe de 9.7 à 10.6%.

L'aggravation des chiffres de diversité alimentaire des femmes, alors même que la situation a plutôt tendance à se stabiliser pour les autres groupes de population montre une vulnérabilité particulière de ce groupe, alors même que leurs besoins en termes nutritionnels, en particulier pour les adolescentes et les femmes enceintes et allaitantes (ces dernières représentent selon les estimations de l'INSTAT entre 30 et 35% des FAP) sont les plus importants.

En effet, les filles adolescentes ont besoin de plus de deux fois plus de fer que les garçons adolescents, elles doivent consommer des aliments riches en micronutriments tels que les aliments frais et les aliments d'origine animale.

Ces aliments de haute valeur nutritionnelle sont plus chers. Les filles sont donc plus à risque de déficience en micronutriments, particulièrement dans des contextes où l'accès à des aliments riches en ces nutriments est limité. Les femmes enceintes et allaitantes ont également des besoins nutritionnels élevés. Elles sont plus à risque d'anémie et de carences en micronutriments, ce qui pose des risques pour elles et pour leurs enfants (rapport FNG- en cours de finalisation).

Malgré cette situation, le cluster nutrition note une difficulté à mobiliser des financements pour cette catégorie de population, ce qui entraine une très faible couverture des besoins : sur les 190.000 FEFA ciblées par le cluster pour les interventions de prévention (blanket feeding), et malgré une programmation pour 57.000 femmes, les ressources mobilisées par le PAM n'ont permis en juillet et août que d'en couvrir 18.385, soit moins de 10% des besoins.

7 ACCÈS AUX SERVICES DE SANTÉ ET NUTRITION

L'accès aux services de santé est stable, avec 30% des répondant disant avoir eu des difficultés d'accès aux services de santé, comme en juillet, contre 37% en juin selon mVAM. Les données confirment que le manque d'argent reste très largement la première barrière au recours au système de santé, à l'achat des médicaments (78% des répondants disent qu'ils n'ont pas d'argent pour les acheter et 13% que leur prix a augmenté) et la principale raison ayant conduit à l'interruption des traitements (94% des répondants).

Parmi les 72% de répondant disant avoir des enfants de 6 à 23 mois dans leur famille, 39% affirment que ceux-ci ont été dépistés pour la malnutrition. 42% de ces dépistages ont été faits par des agents de santé communautaires, 25% par des relais et 10% par la prise du périmètre brachiale directement par la mère de l'enfant. Les stratégies communautaires constituent donc une part non négligeable du dépistage.

Les différentes campagnes de dépistages de masse, associées à la chimioprophylaxie saisonnière du paludisme et aux distributions alimentaires et supplémentation nutritionnelles prévues lors de la période de soudure (août-septembre) permettent d'étendre la couverture même si les premières évaluation montrent parfois un problème de référencement de ces enfants dépistés vers les structures de prise en charge.

Cependant, les données de suivi de la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère (MAS) ou modérée (MAM) dans les structures de santé montrent qu'au cours des semaines 31 à 35, 32.216 enfants ont été pris en charges pour la malnutrition aigüe, dont 12.223 pour la MAM et 17.005 pour la MAS, (rapports hebdomadaires PCIMA[2]), une augmentation substantielle par rapport aux données du mois de juillet.

Le pourcentage de cas de MAS avec complication est supérieur à 10% sur l'ensemble de la période, avec une moyenne à 13%. La proportion de MAS par rapport aux admissions totales sur la période reste stable comparé au mois précédent et oscille autour de 53%.

Mesure du périmètre brachial d'un enfant, Région de Mopti, Mali
Photo: WFP/Benoît Lognoné

8 CHANGEMENT DES MOYENS DE SUBSISTANCE ET STRATÉGIES DE SUBSISTANCE

Comme en juillet, la production/vente de produits agricoles (59.1%), le travail journalier agricole/non agricole (19.6%), les petits métiers (18.7%) restent les trois principales sources de revenus des ménages au mois d'août.

Les proportions de ménages dépendant de l'élevage (production et ventes de produits d'élevage) (15.8%), le travail salarié (10.1%), l'artisanat (1.4%) et la pêche/chasse/cueillette (3.3%) restent stables par rapport au mois de juillet.

La proportion de ménage ayant le commerce comme principale source de revenu, qui - à cause des effets économiques de la COVID-19 et aussi la période des cultures qui limite les activités commerciales pour certains - avait amorcée une baisse au mois de mai et qui continuait jusqu'en en juillet, connait une hausse de 6 points ce mois en passant ainsi de 7,7% au mois de juillet à 14% en août.

La proportion des ménages avec le transfert d'argent des migrants/exodants (9.8%) comme source de revenu connait également une importante augmentation en passant de 3,5% en juillet à 9,8% en août.

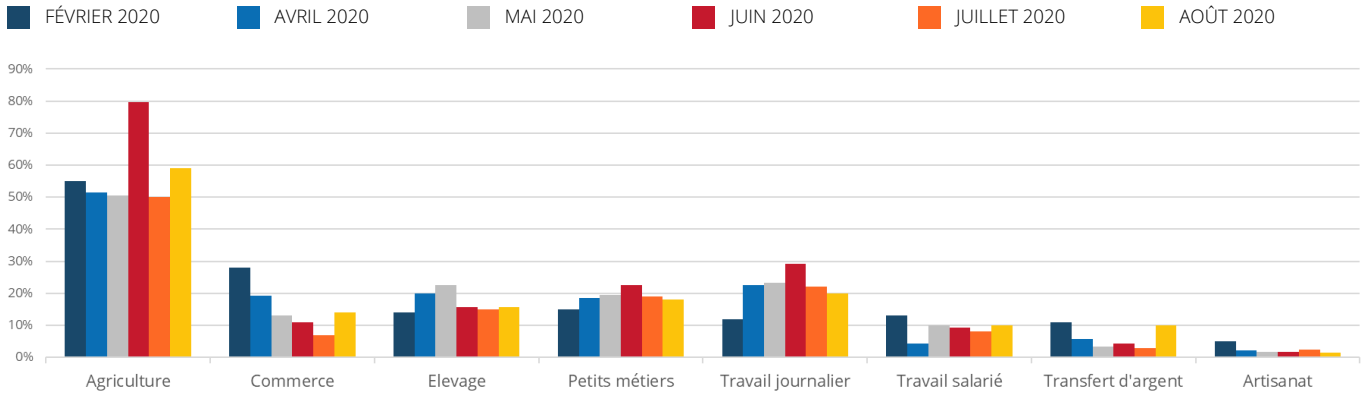
Cependant, malgré cette hausse de la proportion des ménages ayant le transfert d'argent des migrants/exodants comme source de revenu, le niveau des transferts demeure fortement en deçà de leur niveau d'avant la crise de la COVID-19 (40,000 à 67,000 francs CFA selon l'ENSAN de février 2020) pour 51,5% des ménages en raison de la persistance de la baisse d'activité dans les zones d'accueil (57,7%) , de la peur d'attraper la maladie(43,7%) et des dépenses de traitement sur place (32,4%).

La pandemie de la COVID-19 a eu un impact négatif sur les revenus de 64% des ménages qui ont connu une baisse (jugée forte pour 81,7% des ménages et moyenne pour 16,2% des ménages concernés) à cause princiapelement de l'absence de marché (24,5%), la limitation des activités par peur d'attraper la maladie de COVID-19 (17,5%), les difficultés de mouvement liées aux restrictions de voyage (15,2%) et la perte d'emploi du chef de ménage (10,8%) en raison de la pandémie.

Un peu moins du tiers des ménages (31.2%) ont utilisé leur épargne (en baisse de 6 points par rapport à juillet 2020) comme stratégies d'adaptation pour répondre à leurs besoins essentiels et/ou atténuer les éventuels impacts négatifs de la situation actuelle ou de la COVID-19.

[2] Prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë (PCIMA) – bulletins hebdomadaires de la sous-direction de la nutrition.

ÉVOLUTION DES SOURCES DE REVENUS DES MÉNAGES ENTRE FÉVRIER ET AOÛT 2020



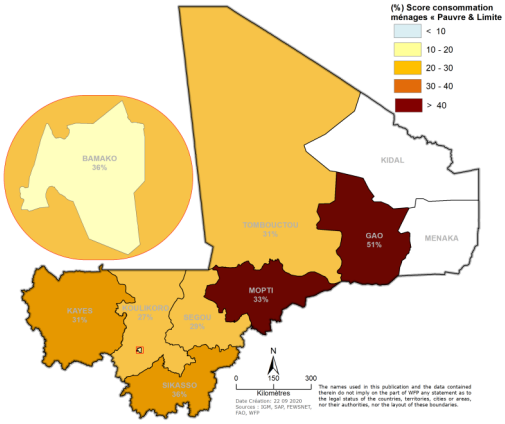
Cette baisse due aux recours à l'épargne pourrait s'expliquer en partie par l'épuisement de ce dernier. La possibilité de recours à l'endettement étant épuisé également pour beaucoup d'entre eux noté depuis juin (6% en juin, 5.3% en juillet et 7,3% en août), les ménages ont davantage recours à la diminution des dépenses non alimentaires en août comme stratégie d'adaptation pour répondre à leurs besoins essentiels et/ou atténuer les éventuels impacts négatifs de la situation actuelle ou de la COVID-19 (3% des ménages en juillet contre 10.4% en août soit une hausse de +7 points).

Le recours à la solidarité sociale, la vente de biens (non productifs ou productifs) ainsi que la sollicitation de l'aide des agences humanitaires et le changement d'activités économiques continuent de faire aussi partie des stratégies adoptées par environ 8,8% des ménages.

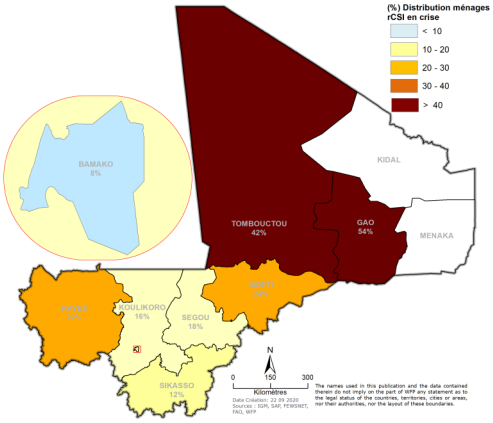
Les indicateurs de résultats associés à la consommation alimentaire (score de consommation alimentaire - SCA, indice simplifié des stratégies alimentaires d'adaptation - rCSI et indice domestique de la faim - HHS) des ménages issues de l'analyse des données mVAM, en août comparé au mois de juillet, indiquent une dégradation de la situation alimentaire notamment dans les régions de Mopti au centre (où 43.2% des ménages a une consommation alimentaire insuffisante en août contre 32,6% en juillet ; soit une détérioration de 10.6%), Kayes à l'ouest du pays (avec 30.5% de ménages ayant une consommation alimentaire insuffisante en août contre 27,8% en juillet ; soit une détérioration de 2.7%).

Ils sont pratiquement stables dans celle de Gao au Nord du pays tandis que les tailles des échantillons pour les régions de Ménaka, Kidal et Tombouctou ne sont pas suffisantes pour permettre une appréciation significative de la situation dans ces régions. Les régions de Ségou, Koulikoro et Sikasso au sud du pays connaissent une legère amélioration de la situation alimentaire en août comparé au mois de juillet à la faveur de la disponibilité des récoltes en vert du maïs et des légumineuses dans les zones agricoles du sud du pays. Toutefois, le niveau de l'insécurité alimentaire restent élevé dans ces régions du sud du pays.

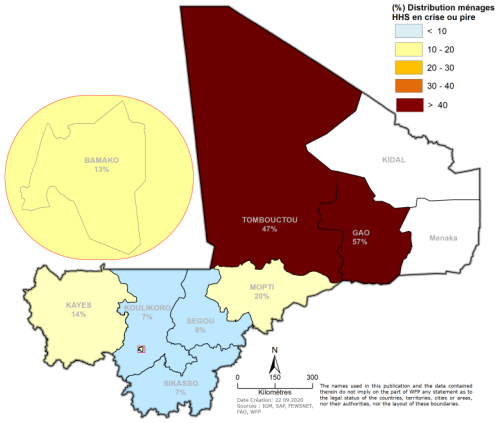
La situation alimentaire, dans l'ensemble présente la dégradation habituelle en août (période de pic de la soudure) par rapport au mois de juin (début de la soudure).



Carte 4 : Distribution de la proportion des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre ou limite



Carte 5 : Distribution de la proportion des ménages ayant un rCSI en crise



Carte 6 : Distribution de la proportion des ménages ayant un HHS en crise ou pire

Au niveau national et en cette période de soudure agricole, le mVAM indique que :

- Une stabilité dans l'utilisation des stratégies alimentaires d'adaptation dans l'ensemble (20,7% de ménages ayant utilisé des stratégies en crise en juillet tout comme en août) et qui pourrait s'expliquer par une intensification de l'assistance alimentaire pendant cette période de soudure permettant ainsi à un plus grand nombre de ménages vulnérables d'en bénéficier et la disponibilité des récoltes en vert du maïs et des légumineuses dans les zones agricoles du Sud du pays ;

- Les mêmes raisons pourraient expliquer la stabilité avec une légère tendance à l'amélioration de l'indice domestique de la faim des ménages HHS (17, 8% des ménages avec faim modérée à grave en en août contre 21.8% en juillet soit une baisse de 4%) ;
- Une stabilité voire légère amélioration de la consommation alimentaire en août par rapport au mois précèdent (32.4% de ménages ayant une consommation alimentaire inadéquate en août contre 35.9% en juillet soit une baisse de 3,5%) qui cache une disparité entre d'une part les régions du sud du pays à savoir Ségou (29.0% en aout contre 39.5% en juillet soit une baisse de 10.5%) , Koulikoro (27.1% en août contre 34.2 en juillet soit une baisse de 7.1%) , Sikasso (36.2% en août contre 40.8% en juillet soit une baisse de 4.5%) et Bamako (21.1% en août contre 31.6% en juillet soit une baisse de 10.6%) qui connaissent une relative amélioration de la consommation alimentaire des ménages et de l'autre les régions du centre, du nord et de l'ouest du pays notamment Mopti (43.2% en août contre 32.6% en juillet soit une hausse de 10.6%) , Kayes (30.5% en août contre 27.8% en juillet soit une hausse de 2.7%) et Gao (50.0% en août contre 50.7% en juillet soit une baisse de 0.7%) qui connaissent une détérioration ou une stabilité de la consommation alimentaire. La détérioration de la consommation alimentaire dans ces régions pourrait s'expliquer par la baisse saisonnière des stocks céréaliers des ménages, les difficultés d'accès aux vivres liée à la perturbation de l'environnement économique dans les zones d'insécurité et aussi à la baisse des transferts monétaires dans les zones du sahel occidental de Kayes, affectant négativement les capacités d'accès des ménages aux aliments dans ces zones.

En ce mois d'août, on observe une stabilité voire une légère baisse de l'insécurité alimentaire, comparé au mois de juillet, mais dont les niveaux restent élevés pour les différentes régions du pays. Contrairement aux autres régions, celles de Mopti et Kayes affichent une hausse de l'insécurité alimentaire à travers la détérioration des indicateurs liés à la consommation alimentaire.

9 SITUATION AGRICOLE ET PASTORALE

À la date du 31 août 2020, le cumul des pluies recueillies est normal à excédentaire dans l'ensemble. Ce cumul reste supérieur ou égal à celui de l'année dernière à la même période dans la plupart des stations météorologiques du pays. De façon synthétique, la situation se résume ainsi qu'il suit :

- Baisse de superficies dans la bande du Liptako Gourma pour raison d'insécurité ;
- Pertes faibles à moyenne de superficies liées aux inondations dans les bas -fonds et aux abords des cours d'eau ;
- Difficultés d'entretien des champs à cause de la fréquence des pluies ;
- Etat végétatif des plants bons dans l'ensemble avec les céréales à la montaison -épiaison, les légumineuses à la ramification -floraison, le coton à la capsulaison ;
- Récolte en vert du maïs, du fonio et des légumineuses dans les zones agricoles du sud du pays et la zone des lacs de Tombouctou et de Mopti ;
- Evolution des cultures globalement moyennes à bonne dans le pays grâce aux facteurs climatiques favorables ;
- Perspectives de production moyennes supérieures à la moyenne dans le pays ;
- Prévisions de production supérieures de 19 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

En termes de réalisation, on note une légère hausse par rapport à la campagne passée et qui est de 6% pour les céréales soit 5 786 776,8 hectares contre 5 445 648 hectares en 2019 ; de 29% pour les légumineuses soit 1 050 230 hectares contre 812 786 hectares. Cette hausse pour les légumineuses serait liée à la récupération des parcelles de coton.

Les conditions pastorales (pâturages et points d'eau) se sont améliorées par rapport au mois de juillet et se présentent comme suit :

- Poursuite du développement des pâturages par endroits à la faveur de la continuité des pluies et de la crue notamment, le bourgou ;
- Production de biomasse normale à excédentaire dans l'ensemble; ce qui est favorable à une alimentaire satisfaisante durant la soudure pastorale ;
- Reconstitution à souhait des points d'abreuvement au niveau des parcours pastoraux ;
- Disponibilité normale à excédentaire des eaux de surface dans toute la zone pastorale du Sahel, (points d'eau et mares mieux remplis que la moyenne des 21 dernières années) en Mauritanie, au Burkina Faso et au Mali (ACF, sept. 2020) ;
- Présence de troupeaux dans les zones de concentration d'hivernage ;
- Poursuite des perturbations de mouvement de bétail à cause de l'insécurité et des vols de bétail dans la zone du Liptako Gourma et par endroits dans les régions du nord ;
- Production de lait et de produits laitiers moyenne dans l'ensemble.

Troupeau, Region de Mopti, Mali – Photo: WFP/Benoit Lognoné

Criquet pèlerin : Les prospections se poursuivent avec toutefois des difficultés liées à l'insécurité dans les zones grégarigènes habituelles du pays. Au cours de la décade, trois équipes de prospection/lutte étaient sur le terrain pour faire l'évaluation de la situation du Criquet pèlerin. Elle s'est caractérisée par la prospection de 28 880 ha et a noté la présence de quelques individus ailés solitaires immatures et matures de coloration brune avec des ailes jaunes à faible densité ont été observés dans la région de Kidal principalement dans les localités de : Tagargate , Chaguiyou ,Taoulouste et Marate. Aussi, selon les données satellitaires fournies par la FAO, la situation est la suivante :

- Présence d'ailés matures dans l'Adrar des Iforas près de Aguelhoc ;
- Poursuite des reproductions dans le Tamesna, L'Adrar des Iforas, le Timetrime, la vallée du Tilemsi, à la faveur des bonnes conditions pluviométriques dans ces zones ;
- Augmentation attendue des effectifs qui resteront en dessous du seuil de menace.

Pour l'instant, en dépit des reproductions observées dans les zones grégarigènes à la faveur des bonnes conditions climatiques, les effectifs restent en dessous du seuil d'invasion.

10 PRÉOCCUPATIONS ACTUELLES DES MÉNAGES

Tout comme en juillet, la principale préoccupation exprimée par les ménages au mois d'aout reste la crainte d'une pénurie de nourriture (86,9% en aout contre 73.3% en juillet). Viennent ensuite la peur d'attraper la maladie de la COVID-19, le manque de travail/d'emploi et la perturbation de la source des moyens de subsistance (41,5%) et la pénurie de médicaments/interruption des services médicaux (5.5%). L'insécurité (en raison de la criminalité), l'augmentation des prix des denrées alimentaires et les attaques d'hommes/groupes armés contre la population constituent aussi des préoccupations actuelles des ménages

En ce qui concerne leurs principaux besoins prioritaires, les ménages citent :

Pour les femmes enceintes et/ou allaitantes (FEFA) :

- Une alimentation énergétique, saine, équilibrée, nutritive et vitaminée : les céréales ; le lait/produits laitiers ainsi que les vitamines ;
- La santé (santé/suivi médical/suivi sanitaire/centre de santé/médicaments/moustiquaire), l'argent et l'habillement.

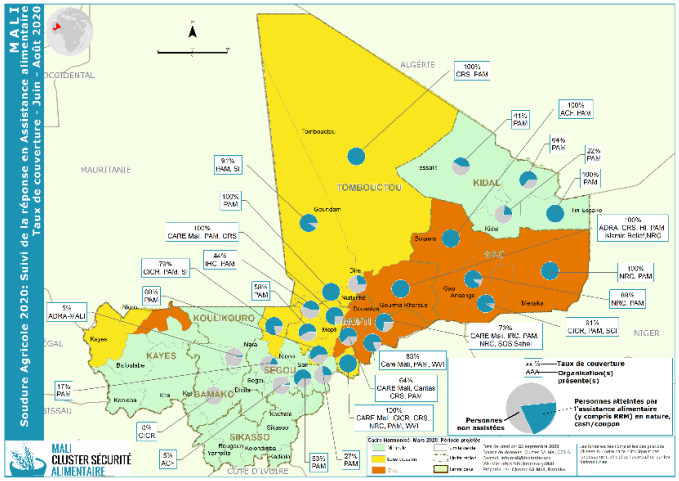
Pour les enfants de moins de 5 ans et les adolescents :

- Une alimentation énergétique, saine, équilibrée, nutritive et vitaminée : les céréales ; le lait/produits laitiers ainsi que les vitamines ;
- La santé (santé/suivi médical/suivi sanitaire/centre de santé/médicaments/moustiquaire), l'habillement, l'éducation/école.

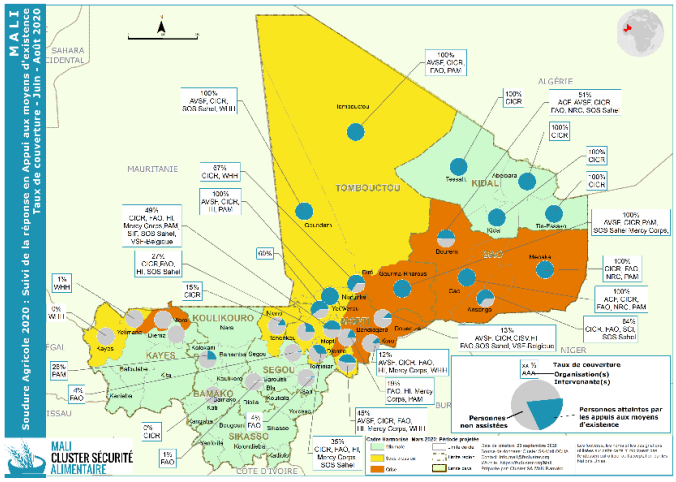
11 BILAN DE LA RÉPONSE HUMANITAIRE (ASSISTANCE ALIMENTAIRE & APPUI AUX MOYENS D'EXISTENCE ET NUTRITION) PENDANT LE PREMIER SEMESTRE 2020

Sur la base des résultats du cadre harmonisé (CH) de mars de 2020, et tenant compte des effets de l'épidémie de la COVID-19 sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des populations maliennes, le Cluster Sécurité Alimentaire estime à 3,1 millions le nombre de personnes en besoin d'assistance pendant la soudure (juin à septembre) sur lesquels 2,5 millions de personnes ont été ciblés pour une assistance alimentaire ou un appui en moyen d'existence. En termes de réalisation, entre juin et aout, environ un million de personnes soit 65% de la cible ont bénéficié d'une assistance alimentaire y compris les personnes déplacées internes. Cette assistance intervient principalement en cash ou en voucher et est localisée dans les régions de Gao, Ménaka, Mopti, Tombouctou et Ségou. De plus, sur la même période (juin a aout), près de 800,000 personnes ont bénéficié d'un support en moyen d'existence (kit agricole, produits vétérinaires, vaccination animale, AGR, banque de céréales, etc.) principalement dans les régions de Gao, Ménaka, Mopti, Tombouctou et Ségou.

En termes de nutrition, le cluster estime que 1 millions d'enfants et femmes enceintes et allaitantes auront besoin d'une intervention de prévention ou prise en charge de la malnutrition aigüe en 2020, dont 883.000 sont ciblés par le cluster. De janvier à août, près de 153.000 enfants ont bénéficié d'une prise en charge MAM et MAS. Les distributions préventives de supplémentation alimentaire pour les enfants de 6 à 23 mois et les femmes enceintes et allaitantes, couplées à des activités de prévention sur les pratiques familiales essentielles, l'allaitement et la diversification alimentaire accompagner les programmes d'assistance alimentaire de la période de soudure en ciblant les mêmes ménages, et ont permis d'atteindre 92930 enfants et 17112 femmes lors du premier passage au mois de juillet.



Carte 7 : Suite de la réponse en assistance alimentaire : Taux de couverture - Juin Août 2020



Carte 8 : Suite de la réponse en appui aux moyens d'existence : Taux de couverture - Juin Août 2020

12 CONCLUSIONS & RECOMMANDATIONS

Le niveau de l'insécurité alimentaire, malgré une légère baisse par rapport à juillet, restent élevé et supérieur à son niveau du mois de mai (avant le début de la soudure agricole) dans les différentes régions du pays. Une dégradation de la situation en août est observée dans les régions de Mopti et Kayes. Il en est de même pour la diversité alimentaire des femmes en âge de procréer (15-49 ans).

La reprise des activités économiques, amorcée après l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19 à travers la réouverture des frontières aériennes et terrestres, le retour aux horaires normales de travail dans les services en fin juillet a pris un coup à cause de l'embargo de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur le Mali décidé à la suite de la crise sociopolitique en cours dans le pays. La combinaison de séquelles de la crise sanitaire et celles de l'embargo de la CEDEAO ont exacerbé les difficultés habituelles pour les ménages pauvres. **La dégradation des moyens d'existence qui en a résulté et l'érosion de leur faible résilience à cause du recours accrue aux stratégies d'adaptation de crise pour plus d'un ménage sur cinq (20,7%), maintiennent les difficultés alimentaires en cette période de soudure pour les ménages pauvres dans les centres urbains et dans les zones d'insécurité en proie à une perturbation du tissu socio-économique.**

Il convient donc, pour l'Etat malien et ses partenaires, **en cette période de soudure agricole de poursuivre et de renforcer l'assistance alimentaire et l'appui aux moyens d'existence des ménages pauvres et vulnérables en cette période de campagne agricole en tenant compte des besoins spécifiques et des vulnérabilités de certains groupes cibles (en particulier les femmes enceintes et allaitantes et les jeunes enfants) en termes de couverture, de durée et de valeurs de transferts.** Le transfert monétaire sera privilégié là où cela est possible et pertinent : **en tenant compte aussi de la proportion de ménages n'ayant plus la capacité économique de satisfaire à leurs besoins essentiels et de l'accroissement important des gaps (alimentaires – y compris en termes nutritionnel et non alimentaires). Ces transferts doivent être accompagnés de programmes de prévention de la malnutrition aigüe, permettant aux familles de connaitre les mesures permettant de protéger de la malnutrition les membres les plus vulnérables des ménages. Des capacités de réponse en termes de prise en charge doivent aussi être opérationnelles dans les régions les plus touchées par la crise pour faire face à une augmentation de la demande de soin.**

Enfin, un suivi rapproché de la situation alimentaire, nutritionnelle et des marchés est essentielle considérant l'évolution de la crise sanitaire dans le pays et à travers le monde et de la situation sécuritaire qui affecte les régions du nord et du centre.